

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'OPPORTUNITÉ DE NOUVELLES POLITIQUES MONÉTAIRES ET FISCALES—LE RISQUE DE CRISE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné la situation particulièrement décevante de notre économie au cours du troisième trimestre, comme le montre la récente statistique sur le PNB, situation à laquelle le ministre ne semblait pas s'attendre d'après sa déclaration, ce dernier va-t-il dire à la Chambre et au pays quand le gouvernement entend instaurer de nouvelles politiques monétaires et fiscales afin d'éviter une grave crise économique?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, lorsqu'on m'a posé la même question déjà, j'ai dit que la faiblesse du produit national brut au cours du troisième trimestre reflétait la perte de journées-hommes en raison des grèves, notamment la grève du rail. J'ai répondu également que cela reflétait non pas une baisse de la demande, mais une diminution de l'offre notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre non qualifiée, la main-d'œuvre qualifiée et les matériaux.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Ottawa-Carleton): D'après Statistique Canada, nous avons atteint des niveaux records de commandes et la demande d'occasions de placement est particulièrement forte, ce qui révèle la force sous-jacente de l'économie.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse de nouveau au ministre des Finances. Le gouvernement pense-t-il vraiment que l'économie va bien alors que le Canada enregistre le taux de chômage le plus élevé du monde industrialisé et qu'il se classe troisième en ce qui concerne la poussée inflationniste?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je l'ai dit et je le répète, l'économie fonctionne presque à plein rendement et le problème du côté des prix et du côté du chômage révèle non pas une rareté dans la demande, mais plutôt dans l'offre.

* * *

LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LA RÉVOCATION DE M. WALTER RUDNICKI—DEMANDE D'EXPLICATION MINISTÉRIELLE ET D'ENQUÊTE PAR UN COMITÉ

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Étant donné que la majorité des membres du comité des prévisions budgétaires en général ont demandé ce matin une enquête complète sur le renvoi de M. Walter Rudnicki ainsi que sur la politique en la matière et étant donné l'assurance du ministre lui-même de tirer cette affaire au clair, le ministre promet-il de faire une déclaration à la Chambre demain?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je ne serai pas à la

Questions orales

Chambre demain car je dois me rendre à Regina et à Edmonton pour parler aux ministres de l'Habitation afin d'essayer d'appliquer le bill C-133. Je dirai cependant qu'à la réunion du comité des prévisions budgétaires en général, ce matin, à laquelle assistait M. Teron...

M. l'Orateur: A l'ordre. On pourrait peut-être faire exception pour la question et la réponse du ministre en ce sens qu'elles portent sur les délibérations d'un comité. Je pense que la question peut être posée directement sans parler de choses portant sur les délibérations d'un comité, car c'est irrecevable.

M. Broadbent: Étant donné qu'il n'y a pas eu de vote sur le budget supplémentaire du ministre ce matin, le ministre demanderait-il au comité-directeur que la période qui restait pour la discussion du budget supplémentaire soit consacrée au budget de son ministère, afin qu'il puisse éclaircir cette question? Il a intérêt à le faire, de son propre avis.

M. Basford: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas combien de temps il reste, car je ne fais partie ni du comité ni du comité-directeur, mais je me ferai un plaisir de collaborer avec le comité-directeur dans la mesure du possible.

* * *

AIR CANADA

LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DES COMPAGNIES AÉRIENNES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Lundrigan (Gander-Willington): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Transports. Étant donné que l'on a particulièrement besoin d'un système sûr pour le transport des voyageurs pendant la période de Noël qui s'annonce, le ministre dirait-il si on l'a informé qu'au début de l'après-midi l'Association canadienne des employés de l'air avait rompu les négociations avec Air Canada? En outre donnerait-il une idée de l'ampleur du problème et dirait-il s'il a l'intention de faire quelque chose à ce sujet?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): C'est la première fois que j'en entends parler, monsieur l'Orateur. Comme d'habitude, ils se sont mis en rapport avec vous avant de le faire avec moi.

Des voix: Oh, oh!

M. Marchand (Langelier): Cependant, je vous conseillerais de communiquer avec le ministre du Travail qui s'occupe des relations ouvrières.

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre des Transports. Étant donné que le président d'Air Canada est actuellement à Ottawa, le ministre a-t-il l'intention de le rencontrer et d'examiner avec lui cette question très importante afin d'éviter une grève pendant la période de pointe de Noël?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je crois savoir que le président d'Air Canada a comparu devant le comité pendant deux jours et je pense que le député a certainement eu l'occasion de lui poser des questions à ce sujet.